N°. 6. 1811.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

VENDREDI, le 18 Janvier.

EMPIRE FRANÇAIS.

Bois-le-Duc, *le* 16 *Janvier.*

Hauteur des eaux de la meuse à Grave

Le 14 Janvier	15 pieds	7 pouces.
Le 15 ——	16 ——	2 ——
Le 16 ——	18 ——	5 ——

Bois-le-Duc, *le* 17 *Janvier.*

M. l'évêque du diocèse de Bois-le-Duc est arrivé avant-hier en cette Ville.

Paris, *le* 7 *Janvier.*

M. l'archevêque de Paris a présenté hier à l'Empereur, le chapitre de la métropole, qui avoit demandé à remettre une adresse à S. M.

S. M. a reçu le chapitre dans le salon des appartemens ordinaires. Le cardinal grand-aumônier et le ministre des cultes étoient présens.

M. *Jalabert*, vicaire-général, a lu l'adresse qui est ainsi conçue:

Sire,

Au moment où le chapitre métropolitain de Paris a eu l'honneur de se réunir avec tous les grands corps de l'état, devant le premier trône du Monde, pour y déposer aux pieds de V. M. I. et R. l'hommage de son respect, de sa fidélité, de son dévouement, de son amour et des voeux qu'il ne cesse d'adresser au ciel pour tout ce qui peut intéresser la conservation, le bonheur et la gloire de votre personne sacrée, nous avons été pénétrés de l'affliction la plus profonde, en entendant les reproches adressés par votre bouche auguste à l'un des membres de notre compagnie, qui nous avoit inspiré beaucoup d'intérêt. Mais en le plaignant du malheur qu'il a eu de perdre la confiance de son souverain, nous ne nous en sommes pas moins fait un devoir de révoquer aussitôt les pouvoirs spirituels dont nous l'avions investi.

Cet hommage immédiat de déférence nous étoit commandé, Sire, par le respect et la soumission que nous avons dû manifester à V. M., de ces premiers momens de surprise et d'abattement. C'est pour nous soulager de ce poids de douleur dont nous sommes accablés, que nous pensons devoir aussi présenter une adresse au restaurateur de notre culte et au protecteur tout puissant de l'église gallicane, en lui exposant de la manière la plus loyale et la plus authentique, nos principes, nos sentimens et les motifs de notre conduite relativement à tous les objets qui ont éveillé, dans cette circonstance, la sollicitude de ses pensées souveraines.

Nous déclarons donc unanimement et solemnellement à V. M. que nous sommes tous réunis par une adhésion pleine et entière à la doctrine ainsi qu'à l'exercice des libertés de l'Eglise gallicane, dont l'Université de Paris, l'une des plus belles restaurations de votre génie, a toujours été la plus zélée dépositaire, et dont l'immortel évêque de Meaux, notre oracle, sera toujours regardé comme le plus sage et le plus invincible défenseur; qu'invariablement fidèles à notre

VRYDAG, den 18 Januarij.

FRANSCH KEIZERRIJK.

'sHertogenbosch, *den* 16 *Januarij.*

De hoogte van de Maas te Grave was

Den 14 Januarij	15 voeten	7 duimen.
Den 15 ——	16 ——	2 ——
Den 16 ——	18 ——	5 ——

'sHertogenbosch, *den* 17 *January.*

Myn Heer de bisschop van het bisdom van 's Hertogenbosch is eergisteren alhier aangekomen.

Parijs, *den* 7 *January.*

Mijn heer de Aartsbisschop van Parys heeft gisteren aan Z. M. het capittel van de Hoofdkerk, hetwelk verzocht had om een adres aan Z. M. te mogen aanbieden, voorgesteld.

Z. M. heeft het gezegde capittel in de zaal der gewone appartemenren ontfangen; de kardinaal groot-aalmoessenier en de minister van den eerendienst zijn daarbij tegenwoordig geweest.

De heer *Jalabert*, vicaris-generaal heeft het volgende adres voorgelezen:

Sire,

Op het oogenblik waarin het Aartsbisschoppelijk capittel van Parys de eer had, met de groote ligchamen van den staat zich voor den eersten troon der wereld te vereenigen, om aan de voeten van U. K. en K. M. de hulde aanrebieden hunner hoogachting, getrouwheid, genegenheid en liefde, mitsgaders de heilbeden, welke hetzelve onophoudelijk naar om hoog zend, voor alles wat toe kan brengen tot de behoudenis, het geluk en den roem van uwe geheiligde persoon, wierden wij met de gevoeligste aandoeningen van smart doordrongen, toen wij de verwijtingen aanhoorden, welke door uwen geheiligden mond wierden uitgesproken tegen een der leden van onze broederschap, welke ons een levendig belang had ingeboezemd. Dan hoezeer wij ook zijn ongeluk beklaagden, van het vertrouwen van zijnen souverain verloren te hebben, lieten wij echter niet na, eene onzer geoordeelde pligten uitteoefenen, die namelijk van de geestelijke of onzigtbare magt intetrekken, waarmede wij hem bekleed gehad hadden.

Deze onmiddelijke hulde van onderwerping aan uwe bevelen, Sire, wierd ons ingegeven door de hoogachting en de onderdanigheid, welke wy Uwe Majesteit hebben moeten doen opmerken in het allereerste oogenblik van onze verwondering en verslagenheid. Het is dan alzo ook om ons gemoed te verligten in de smart, die het met een zwaarwigtig pak overstelpt heeft, dat wij oordeelden een adres te moeten overhandigen aan den hersteller van onzen eerendienst, en den alvermogenden beschermer van de gallicaansche kerk, om hem daarin op eene zo legale als authentique wijze onze beginselen en de gevoelens van ons hart, mitsgaders de beweeggronden van ons gedrag, in opzigt van alle de voorwerpen, welke in deze omstandigheid de bekommering van Zijne Souveraine gedagten heeft gaande gemaakt, opentelEggen.

Wij verklaren alzo aan U. M. eenpariglijk en solemneel, dat wij allen vereenigd zijn door eene volle en volkome aankleving aan de leer en aan de uitoefening van de vrijheden van de gallicaansche kerk, waar van de universiteit van Parijs, eene der schoonste daarstellingen van uwe genie immer de ijverigste bewaardster is geweest, en waar van de onsterfelijke bisschop van *Meaux*, onze godspraak, ten allen tijde beschouwt zal worden als de wijste en onverwinnelijkste verdediger, dat wij standvastiglijk getrouw aan onze opvoeding en verbintenissen, aanneemen en

éducation et à nos engagemens, nous adoptons et nous soutiendrons jusqu'à la mort les quatre propositions du clergé de France, proclamées dans l'assemblée à jamais mémorable de 1682, telles que le grand *Bossuet*, suffragant de cette métropole, les a rédigées, développées et justifiées avec cette mesure qui est la véritable force de la raison, en prouvant que, depuis plusieurs siècles, elles avoient été librement enseignées dans l'église catholique, sans qu'on ait jamais pu, et sans qu'on puisse jamais les noter d'aucune censure. Nous sommes catholiques, Sire, et nous nous glorifions en même tems plus que jamais sous votre règne d'être Français. Nous avons l'honneur de former le chapitre métropolitain d'une église qui a toujours mérité de servir de modèle et de guide à toutes les autres églises de France, et qui s'est signalée dans tous les temps par le zèle le plus actif et le plus éclairé pour les principes et les droits de l'Eglise gallicane, dont elle est encore l'un des plus remarquables boulevards. Nous ne dégénérerons jamais, par la moindre infidélité, de cette ancienne constance dans l'un des sentiers de l'honneur national, que nous voulons transmettre à nos successeurs. Nous ne nous séparerons dans aucun tems de ce noble enseignement héréditaire dans l'Eglise de France, dont la doctrine canonique n'est autre chose, selon le langage de saint Louis dans sa pragmatique sanction, langage consacré par le même Bossuet, à l'ouverture des séances de 1682, que *l'ancien droit commun et la puissance des ordinaires, suivant les conciles généraux et les institutions des saints Pères.*

C'est, Sire, en conséquence de ce droit public inhérent à l'Eglise gallicane, que, conformant nos délibérations et notre conduite à nos principes, nous reconnoissons et nous déclarons authentiquement à Votre Majesté, que, selon la discipline de toute l'Eglise catholique, sanctionnée par le saint concile de Trente, chapitre 16 de la 24ᵉ session, exécutée sans aucune exception dans tous les diocèses de la catholicité, la juridiction épiscopale ne meurt jamais, parce qu'elle est nécessaire tous les jours et dans tous les momens à l'Eglise, ainsi qu'aux fidèles; qu'à l'instant même de la mort des premiers pasteurs, elle passe toute entière et de plein droit aux chapitres des métropoles ou des cathédrales durant la vacance des siéges; que, selon les dispositions conciliaires déjà citées, si les chapitres négligeoient, pendant huit jours seulement, de la faire administrer, elle seroit aussitôt dévolue, pour chaque métropole, au plus ancien des évêques suffragans, et pour chaque cathédrale au métropolitain, ou, à son défaut, au plus ancien évêque de la province ecclésiastique; que ce dépôt sacré, confié au chapitre par le droit public comme par la constitution de l'Eglise elle-même, est à l'abri de toute atteinte, de tout empêchement, de toute opposition, à moins qu'un chapitre n'en fût dépouillé pour des causes légitimes par un jugement légal et compétent.

Que, d'après les principes du clergé de France, *n'y ayant dans l'Eglise aucune puissance indépendante des canons*, il n'en existe par conséquent aucune qui, par des voies contraires aux dispositions cannoniques, ait le droit de mettre obstacle à cette prérogative, ou plutôt à ce devoir des chapitres; que ces corps ecclésiastiques ne peuvent pas exercer capitulairement la juridiction épiscopale, et qu'ils sont forcés de la déléguer, sous peine de la rendre nulle dans les églises vacantes; qu'en la communiquant soit à un administrateur principal, soit à des vicaires-généraux, ils en rendent l'exercice aussi légitime qu'il le seroit pour un titulaire institué canoniquement; que, d'après cet accord de faits uniformes et de règles immuables, l'usage constant de toutes les églises de France est et a toujours été depuis plusieurs siècles, que les chapitres déferent aux évêques nommés par le souverain tous les pouvoirs capitulaires, c'est-à-dire toute la juridiction épiscopale dont l'attribution n'éprouve ainsi pour eux aucun retard, et dont l'exercice ne rencontre aucun obstacle; qu'en conséquence de ce droit public ecclésiastique, qu'aucun usage ne sauroit obscurcir et qu'aucun fait ne pourra jamais contredire, on voit que dans le dix-septième siècle, qui sera toujours en tout genre d'une si imposante autorité, depuis l'année 1682 jusqu'à l'année 1693, intervalle durant lequel toutes les institutions canoniques furent suspendues en France, ce fut par le sage conseil de *Bossuet* à *Louis* XIV, que tous les archevêques et évêques nommés en grand nombre pendant ces douze années, allèrent gouverner paisiblement, en vertu des pouvoirs qui leur furent donnés par les chapitres, les

tot onzen dood toe staande houden de vier voorstellen van de fransche geestelijkheid, afgekondigt in de altoos gedenkwaardige vergadering van 1682, zodanig als de groote *Bossuet*, bisschop van deze aartsbisschoppelijke hoofdplaats dezelve heeft opgesteld, uitgebreid en verdedigt, met die gematigdheid welke de waare kragt der reden is, bewijzende dat dezelve zedert veele eeuwen op eenen vrijen trant in de roomsche kerk zijn geleerd, zonder dat men dezelve ooit eenige berisping konde of noch kan aantijgen. Wij zijn catholijken, Sire, en wij beroemen ons ter zelver tijd meer dan ooit, onder uwe regeering, franschen te zijn. Wij hebben de eer het aartsbisschoppelijk capittel uit te maaken van eene kerk, welke ten allen tijde verdiend heeft tot een voorbeeld en gids te strekken aan alle andere kerken van Frankrijk, en welke zich ten allen tijde heeft onderscheiden door den werkzaamsten en verligsten ijver voor de beginzels en de regten der gallicaansche kerk, waar van dezelve noch tot heden toe een der voornaamste bolwerken is; wij zullen nooit ontaarden door de minste ongetrouwe afwijking van die oude standvastigheid in een der paden van de nationale eer, welke wij op onze opvolgers wenschen overtedragen. Wij zullen ons in geen tijdsgewrigt hoegenaamd afscheiden van die edele erfelijke lering, welke in de kerk van Frankrijk geleerd word, waarvan de eenparige leerstelling, volgens de taal van den heiligen Lodewijk in deszelfs pragmatique sanctie, eene taal geweid door den zelfden *Bossuet* in de opening van de zitting van 1682, niets anders is, dan *het oude gemeene regt en de magt der bisschoppen volgens de generaale concilien en de instellingen der heilige kerkvaderen.*

Het is, Sire, op gronden van dit aanklevend regt van de gallicaansche kerk, dat wij, onze raadslagen en ons gedrag parende met onze beginselen, erkennen en aan Uwe Majesteit op eene authentique wijze verklaren, dat ingevolge de leer van de geheele catholijke kerk, bekrachtigd door het heilig concilie van Trente cap. 16 van de 24ste zitting, en door de geheele catholijke christenheid, zonder eenige uitzondering, in alle de bisdommen nagekomen, de bisschoppelijke magt nooit sterft, overmits zij telken dage en telken oogenblikke even zo noodwendig is aan de kerk, als aan de geloovigen, dat zij in het oogenblik van het sterf-uur der eerste herderlyke leeraars zelve, geheel en met volkomen regt overgaat tot de capittels der Aartsbisschoppelijke zetels, of tot die der cathedrale kerken gedurende de vacantie der eerstgenoemde; dat volgens de handelingen van het concilie hierboven genoemd, indien de capittels slechts voor den tijd van acht dagen verzuimden die magt te doen waarnemen, dezelve oogenblikkelijk zoude vervallen zijn op den oudsten bisschop in elke Aartsbisschoppelijke hoofdplaats, en bij elke cathedrale kerk op den aartsbisschop, of, bij ontstentenisse van dien, op den oudsten bisschop van de kerkelijke provincie; dat dit geheiligde pand, uit krachte van het openbare regt en dat van de kerkelijke constitutie zelve, in bewaring gesteld zijnde van het capittel, alzo verheven is boven alle aanvallen, verhinderingen of tegenkantingen, ten ware het capittel daarvan om wettig geoordeelde redenen bij een wettig en competent vonnis beroofd wierd.

Dat, daar er volgens de beginselen van de fransche geestelijkheid, in de kerk geene magt bestaat die verheven is boven de kerken-ordens, er ook alzo niet eene magt is, die door middelen strijdig tegen den inhoud der kerk-verordeningen het regt heeft, om dit voorregt te overdwarsen, of, anders gezegt, zich tegen den pligt van de capittels aantekanten; dat die geestelijke ligchamen de bisschoppelijke magt capittels-gewijze niet kunnen uitoefenen en dus verpligt zijn dezelve in de vacante kerken optedragen, op straffe dat dezelve anders te niet zoude gaan; dat de gezegde ligchamen die magt mededeelende, het zij aan principale bestuurders, het zij aan generale vicarissen, daardoor hunnen dienst even zo wettig maken als die voor een bisschop zijn zoude, die kerkelijk is ingesteld; dat ingevolge die overeenstemming van gelijke daden met gelijke onverzettelijke grondregels, het volstandig gebruik van alle de kerken in Frankryk niet alleen is, maar ten allen tijde sedert verscheide eeuwen geweest is, dat de capittels aan de bisschoppen, benoemd door den Souverein alle de vermogens van het capittel, dat is te zeggen, de geheele bisschoppelijke magt opdragen, waar van alzo het toeëigenend gezag voor hun geenerlei vertraging ondergaat en den dienst geene de minste verhindering ontmoet; dat men ten gevolge van dit openbaar kerkelijk regt, het welk door gene schaduw ter wereld verduisterd en door geene daadzaak hoe ook genaamd, ooit zal kunnen tegengesproken worden, gezien heeft, hoe in de zeventiende eeuw, welke immer in gevallen van dezen aart van een beslissend gezag zijn zal, zedert den jaare 1683, tot den jaare 1693, tijdstip waarin alle kerkelijke verordeningen in Frankrijk opgeschort waren, de wijze raadgeving van *Bossuet* aan *Lodewijk* de XIV te wege bragt, dat alle aartsbisschoppen en bisschoppen, geduurende die twaalf jaaren in groten getale benoemd, in vrede en uit kragte der vermogens hen door de ca-

églises métropolitaine ou cathédrales dont ils étoient destinés à remplir les siéges vacans, sans qu'on leur opposât ni le moindre empêchement ni la moindre réclamation. Ce moyen canonique conserva l'unité, l'ordre et la paix pendant ce long orage politique. Un exemple si récent et si solemnel décide absolument toutes les questions relatives à l'administration des églises privées de leurs premiers pasteurs.

Enfin, nous déclarons à V. M. que ce droit public étant resté clair, intact, et usité jusqu'à nos jours, nous avons rempli notre devoir en y conformant toutes nos délibérations avec autant d'empressement que de fidélité depuis la mort du cardinal de *Belloy*.

Telle est, Sire, la doctrine que nous professons hautement, et que nous promettons de professer toujours, pour ne trahir jamais ni nos droits ni nos obligations. Nous l'avons reçue de nos prédécesseurs, et nous voulons la transmettre à ceux qui viendront après nous, sans y rien ajouter et sans y rien retrancher.

Nous sommes avec le respect le plus profond,

Sire,
De Votre Majesté Impériale et Royale,
Les très-soumis et très-fidèles.
serviteurs et sujets,
Le chapitre métropolitain de Paris.
CORIOLIS, chanoine secrétaire.

S. M. s'est entretenue avec les membres du chapitre pendant près d'une heure.

(*Suite des arrêtés, décrets &c. relatifs au régime électif constitutionel.*)

N°. 4.

Décret impérial, contenant des dispositions réglementaires pour l'exécution des actes des constitutions de l'Empire, des 22 Frimaire an 8, 16 Thermidor an 10 et 28 Floréal an 12, en ce qui concerne les assemblées de canton.

MUNICH, *le 17 Janvier* 1806.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'Empire, Empereur des Français.

Sur le rapport de Notre ministre de l'intérieur.

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

TITRE I.

De la formation des registres civiques.

Art. 1. Pour l'exécution des art. 2 et 6 de l'acte des constitutions de l'Empire, en date du 22 Frimaire an 8, à compter de la publication du présent décret, il sera formé au chef-lieu de chaque arrondissement, un registre civique.

2. Sera porté sur le registre civique de son arrondissement, tout français qui, âgé de vingt-un ans accomplis, ayant son domicile politique dans l'une des communes de l'arrondissement, ne se trouvera dans aucun des cas pour lesquels les constitutions et les loix prononcent la suspension des droits civils ou politiques. A cet effet, le Sous-Préfet se fera remettre par les maires, la liste des habitans de leur communes qu'ils croient devoir être inscrits. Le Sous-Préfet, après avoir vérifié ces listes, les arrêtera, et ceux qui y seront compris seront inscrits sur le registre.

3. Le domicile prescrit par l'article précédent est celui qu'exigent, pour l'exercice des droits politiques, les actes des constitutions de l'Empire du 22 Frimaire an 8 (art. 3 et 6) du 16 Thermidor an 10 (art. 4, 16, 18, 19, 27, 28, 30 et 32,) du 28 Floréal an 12 (art. 45, 50 et 99.)

Conformément aux dispositions des art. 7 et 102 du code civil, il est indépendant du domicile civil; il ne se transfère d'une commune à une autre qu'en vertu de déclarations formelles.

4. Seront considérés comme ayant acquis le domicile, et inscrits comme tels sur le rigistre civique:

1°. Ceux qui auront résidé pendant un an dans une des communes de l'arrondissement.

2°. Ceux qui, étant inscrits sur la liste des six cents plus imposés du département, auront fait dans

pittels gegeeven, heenegingen, om de aartsbisschoppelijke hoofd- en cathedrale kerken te bestieren, ter plaatse alwaar zij bestemd waren om de vacante zetels te gaan bekleeden, zonder dat men hen het geringste beletzel daartegen in den weg stelde of de minste aanmerking deswegens in het ligt bragt. Door dit kerkelijk middel wierd de eenheid de order en den vrede, gedurende dien tijd van het daarzijn der staatkundige onweerswolken, ongeschonden behouden. Een voorbeeld nog zoo versch in geheugen, en zoo plegtig als dit is, beslist volkomen alle de vraagpunten en geschillen bettrekkelijk de waarneming van den dienst der kerken die ontbloot zijn van hunne eerste kerkelijke leeraren.

Ten slotte verklaren wij aan Uwe Majesteit, dat, gemerkt dit openbare regt tot aan onzen leeftijd toe, klaar, ongeschonden, en in gebruik gebleven is, wij onzen pligt heb benvervuld, door alle onze beraadslagingen sedert den dood van den cardinaal *de Belloy*, daaraan met evengelijke vaardigheid als getrouwheid, te toetsen.

Zie daar, Sire, de leer waarvoor wij openlijk uitkomen, en welke wij beloven altijd te zullen belijden, om nimmer te kort te doen, noch aan onze regten, noch aan onze verplichtingen. Wij hebben diezelve leer van onze voorgangeren ontfangen en wij willen dezelven aan die genen welke na ons zullen komen overleveren, zonder daar iets het minste of geringste bij of af te doen

Wij zijn met den allerdiepsten eerbied.

SIRE,
Van Uwe Keizerlijke en Koninklijke Majesteit,
De zeer ootmoedige en zeer gehoorzame
dienaars en onderdanen.
Het capittel van de Hoofdkerk van Parys.
CARIOLIS, *Canunnik-secretaris.*

Zijne Majesteit is met de leden van dit capittel bijna een uur in gesprek geweest.

(*Vervolg der decreten enz. betrekkelijk tot het systema van de constitutionele verkiezing.*)

N°. 4.

Keizerlijk decreet, houdende reglement en bepalingen tot het in werking brengen der actes van staatsregelingen van het Keizerrijk, van den 22 Frimaire 8ste jaar, 16 Thermidor 10de jaar en 28 Floreal 12de jaar, met opzigt tot de cantons-vergaderingen.

MUNCHEN, *den 17 Januarij* 1806.

NAPOLÉON, bij Gods genade en de constitutien van het Keizerryk, Keizer der Franschen.

Op het rapport van onzen minister van binnenlandsche zaken.

Onze staatsraad hebbende gehoord,

Hebben Wij gedecreteerd en decreten het geen volgt:

TITEL I.

Over de formering der stemregisters.

Art. 1. Ter nakoming van het 2de en 6de artikel van de acte der staatsregelingen des Rijks van den 22 Frimaire 8ste jaar, zal er, te rekenen van het oogenblik der bekendmaking van het tegenwoordig decreet in de hoofdplaats van elk arrondissement worden overgegaan tot het formeren van een stemregister.

2. Elk franschman die volle een-en-twintig jaren oud is, een politiek domicilie in eene der gemeentes van het arrondissement heeft, en in generlei geval verkeert waar door de staatsregeling en de wetten hem van de uitoefening van het civiele en politieke stemregt uitsluiten, kan in het stemregister van deszelfs arrondissement worden ingeschreven. De sous-prefect moet zich ten dien einde door de maires eene lijst doen ter hand stellen, van alle de ingezetenen hunner gemeente, die zij vermeenen als stemgeregtigden behoren te worden ingeschreven.

De sous-prefect zal die lijsten nazien en sluiten, en alle die geene welke daarop gebragt zijn, zullen in het register worden ingeschreven.

3. Het *domicilie* in het vorig artikel bepaald, is het geene hetwelk tot uitoefening van het politieke stemregt gevorderd word, door de actes van staatsregeling des Rijks van den 22 Frimaire 8ste jaar, (art. 2 en 6) van den 16 Thermidor 10de jaar, (art. 4, 16, 18, 19, 27, 28, 30 en 32) van den 28 Floreal 12de jaar, (art. 45, 50 en 99) in overeenkomst der bepalingen, vervat in het civiele wetboek art. 7 en 102. Het *politiek domicilie* is onafhankelijk van het *civiel domicilie*. Hetzelve gaat niet van de eene gemeente tot de andere over, dan uit krachte van formeele verklaringen.

4. Zullen beschouwt worden als domicilie hebbende en als zoodanig in het stemregister ingeschreven worden.

1°. Die geene welke een jaar lang in eene der gemeentes van het arrondissement gewoond hebben.

2°. Die geene welke op de lijst staan van de zes honderd meest belaste burgers van het departement, en voor eene van

une des municipalités de l'arrondissement, une déclaration du choix qu'ils en ont fait pour leur domicile.

3°. Ceux qui, ayant été appelés par Nous à des fonctions qui exigent un domicile politique dans un arrondissement, auront fait pareille déclaration, à la municipalité d'une des communes de l'arrondissement.

4°. Les membres du sénat, du conseil d'état, du corps législatif et de la cour de cassation, les commissaires de la comptabilité, qui, quoique résidant ailleurs, auront déclaré vouloir exercer leur droit politique dans une municipalité qu'ils auront désignée, et les membres de la légion d'honneur qui, en vertu de l'art. 99 de l'acte des constitutions de l'Empire, du 21 Floréal an 12, seront désignés par brévet du grand électeur pour un collège électoral, et auront fait choix de domicile dans une des communes de l'arrondissement.

5. L'exercice des droits politiques dans une commune ne cesse, pour les personnes désignées au paragraphe 1 de l'art. 4 du présent décret, qu'un an après qu'elles ont déclaré vouloir le transférer dans une autre commune; pour les personnes désignées aux paragraphes suivans du même article, il cesse au moment de la déclaration quelles en font; et pour les membres de la légion d'honneur, par un nouveau brévet du grand électeur, et une nouvelle déclaration portant choix de domicile dans une commune.

6. Il sera délivré ou adressé, par le Sous-Préfet, à chacun des citoyens inscrits sur le registre civique de son arrondissement, une carte civique qu'il sera tenu d'exhiber, s'il en est réquis, lorsqu'il se présentera pour voter dans son assemblée cantonnale.

Pour copie conforme.

Le Préfet du Département des Bouches du Rhin.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

No. 5.

Extrait de l'arrêté des consuls en date du 19 Fructidor an 10.

TITRE III.

De la formation de la liste des plus imposés.

SECTION 1.

De la liste des imposés du département.

Art. 63. Chaque Préfet de département fera faire par le directeur des contributions sur les rôles des impositions de tout genre, le relevé des cotes des plus imposés, en il réunira tout ce qui sera payé dans le département par la même personne,

1°. En contribution foncière.

2°. En contributions personnelle, mobiliaire et somptuaire.

3°. En patentes, pour impôt fixe et personnel.

(La suite au prochain numéro.)

de gemeentebesturen van het arrondissement de verklaring zullen afgelegd hebben van de plaats, waar zij hun domicilie verkozen hebben.

3°. Die geene, welke door Ons geroepen zijnde tot het bekleeden van een post, waarbij een politiek domicilie in een arrondisfement vereischt word, eene soortgelijke verklaring aan eene der gemeentebesturen van het arrondisfement zullen hebben afgelegd.

4°. De leden van den senaat, van den staatsraad, van het wetgevend ligchaam en het hof van vernietiging, de commissarissen van de comptabiliteit; die offchoon elders hunne residentie hebbende, verklaart zullen hebben hun politiek stemregt te willen uitoefenen in eene gemeente door hun opgegeven, en de leden van het legioen van eer, die uit kragte van het 99ste artikel van de acte der staatsregelingen van het Rijk van den 28 Floreal 12de jaar, bij een brevet van den grootkiezer bevoorregt zijn met het stemregt bij een kies-collegie, en welke keuze van domicilie in eene der gemeentes van het departement zullen gedaan hebben.

5. De uitoefening van de politieke regten in eene gemeente, door personen in de eerste paragraaph van het 1ste artikel van dit tegenwoordig decreet opgegeven, houd niet eerder op, dan een jaar na de verklaring door hen gedaan, dat zij dit hun regt in eene andere gemeente wenschen overtedragen; voor de personen in de 2de of volgende paragraaph gemeld, houd dit regt onmiddelijk na de gedane verklaring op; en voor de leden van het legioen van eer, na de verklaring dat zij een nieuw domicilie in eene andere gemeente verkiezen, en na dat zij een nieuw brevet van den groot-kiezer hebben bekomen.

6. Er zal door den sous-prefect, aan elk ingeschreve stemgeregtigd burger van deszelfs arrondisfement, eene acte van burgerschap uitgegeven of toegezonden worden, welke dezelve, des gerequireerd, zal moeten vertoonen, wanneer hij zich in een cantons-vergadering begeeft om zijne stem uittebrengen.

Voor eensluidende copie.

De Prefect van het Departement der Bouches du Rhin.

(*Geteekend*) De baron FREMIN DE BEAUMONT.

N°. 5.

Extract uit het besluit der consuls van den 19 Fructidor 10 jaar.

TITEL III.

Over de formeering der lijst van de mees belaste burgers.

1ste AFDEELING.

Over de lijst der meestbelatte burgers van het departement.

Ar. 63 Elke Prefect van een departement zal zich door den directeur der belastingen een uittrekzel uit de contributie-lijsten doen geeven van de quota's der geenen die het meest opbrengen en alle de posten te zamen voegen welke door de zelfde persoon voldaan zijn.

1°. In de verponding en grondlasten.

2°. In het personeel, mobilair en de consumptive middelen.

3°. In de patenten voor vaste en personeele belasting.

(Het vervolg in ons eerstkomend nummer.)

LOTERIE IMPERIALE DE FRANCE.

Tirage de Paris, du 15 Janvier 1811.

6 - 63 - 85 - 84 - 25.

FRANSCH KEIZERLIJKE LOTEREIJE.

Trekking te Parijs den 15 Januarij 1811.

6 - 63 - 85 - 84 - 25.

A *Bois-le-Duc*, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture.